ÉDOUARD MONTPETIT
Professeur à
l'Université Laval

La Veillée des berceaux



Prix: 10 sous

Bibliothèque
— de —
l'Action française

de Mme Fadette et de MM. Henri Bourassa, Édouard Montpetit, Antonio Perrault, Guy Vanier et Omer Héroux.

Elle prépare pour 1919 toute une série d'études du plus haut intérêt.

L'Action française se fait une spécialité de recueillir les documents qui se rattachent à la question de langue. Elle ne traite que de sujets nationaux et s'attache particulièrement à renseigner les uns sur les autres les divers groupes français d'Amérique.

L'Action française donne chaque mois un minimum de 48 pages de texte. L'abonnement est d'une piastre par année, payable d'avance. S'adresser au Secrétariat de la Ligue des Droits du français, 32, Immeuble de la Sauvegarde, Montréal.

Bibliothèque de l'Action française

Pour compléter son œuvre, l'Action française a entrepris la publication d'une série d'études particulières qui a déjà obtenu un grand succès.

La série à 10 sous comprend actuellement :

La Fierté, par le R. P. Louis Lalande, S. J.;

Pour l'Action française, par M. L'abbé Lionel Groulx;

La Veillée des berceaux, par M. Édouard Montpetit;

Les Refrains de chez nous.

"Au service de la Tradition française," de M. Édouard Montpetit, inaugurera prochainement une collection à 75 sous.

Les quatre brochures parues se vendent 10 sous l'exemplaire, $8 le cent, $70 le mille, frais de port en plus. On peut, dans les commandes, mêler les diverses brochures et bénéficier des mêmes réductions que si l'on n'en commandait qu'une.

Une autre brochure qui ne fait point partie de la série : les Choses de chez nous (reproduction, avec quelques notes nouvelles, de la substance de l'Almanach de la Langue française de 1917) se vend aux mêmes prix et peut être, dans les commandes par quantités, mêlée aux brochures de la Bibliothèque.

Adresser toutes les commandes au Secrétariat de la Ligue des Droits du français, 32, Immeuble de la Sauvegarde, Montréal.

L'Almanach de la Langue française

L'Almanach de la Langue française pour 1919 paraîtra en novembre. Prix : 20 sous l'exemplaire, $15 le cent, $110 le mille, au Secrétariat de la Ligue des Droits du français, 32, Immeuble de la Sauvegarde, Montréal.

La veillée des berceaux

La guerre aura, ici comme ailleurs, des répercussions profondes et prolongées, des conséquences impérieuses, inéluctables. Nous devons les prévoir. Quelles que soient les idées qui nous divisent encore dans le domaine politique, il semble bien que nous serons accordés un jour prochain sur un point et qui est essentiel : l'organisation des forces assurée par l'éducation de l'énergie et la continuité de l'effort. Les crises suscitent, rapprochent et galvanisent les volontés mieux que les sollicitations, si pressantes soient-elles, des compétences et des théoriciens. La réalité est une âpre et féconde leçon, qui révèle les faiblesses dont on meurt et impose la nécessité d'une réaction collective et méthodique.

Nous sommes à un moment périlleux de notre rude histoire, au début d'un devoir nouveau. Jusqu'ici nous avons vécu dans une paix péniblement conquise; et le semblant de sécurité dont nous jouissions nous berçait d'illusions. Naguère nos pères avaient lutté à la tribune et nous avaient amassé des lauriers sur lesquels nous nous reposions de leur fatigue. Nous arrêtions-nous suffisamment à analyser leur farouche résistance ? Nous demandions-nous pourquoi ils avaient triomphé ? Ils combattaient au nom de la constitution britannique, qu'ils connaissaient suffisamment pour faire accepter à des Anglais l'interprétation lucide et logique qu'ils en donnaient. Ils réclamaient la justice par le respect du droit. Ils étaient des avocats et des politiques; et ils avaient raison de l'être et de le demeurer. De la race même ils n'exigeaient guère si ce n'est de durer. Les problèmes économiques et sociaux ne se posaient pas encore; et notre peuple était satisfait des seules victoires constitutionnelles.

Bibliothèque de l'*Action française*.

Ce passé n'est plus. L'heure s'est alourdie de préoccupations d'un autre ordre. Peu à peu le progrès économique gagnait notre terre; et le plan de nos activités en était déplacé, élargi. Avons-nous compris assez tôt que notre race, pour continuer d'exister, devait défendre ses traditions avec une vigueur renouvelée? Oui, sans doute. Le succès des autres nous tenaillait. Nous avions le pressentiment d'une lutte acérée où l'arme la mieux trempée serait pour nous celle-là même dont on nous menaçait : la richesse. Déjà nous avions réussi à nous prémunir. Avec un orgueil tout américain nous distinguions nos millionnaires. Malheureusement, faute d'une instruction professionnelle, ces tentatives demeuraient isolées : la masse restait inattentive et confiante, sourde au réveil.

Les agissements dirigés récemment contre nous nous ont trouvés trop dépourvus. Des hommes pourtant généreux regardent l'avenir avec hésitation; et plusieurs ont subi les atteintes d'un découragement passager. Au milieu des injures inélégantes et des faussetés dont on nous a abreuvés, nous avons ressenti le vide et l'inanité de nos querelles intestines. Nous nous étions épuisés en des combats stériles; et le but que nous avions poursuivi nous était ravi par des manœuvres hostiles. Nous nous sentions seuls. Ce fut un mal pour un bien. Déjà un retour se dessine, une réaction s'amorce et prend corps. La théorie de la restauration des forces reçoit une lumineuse confirmation. Notre insouciance un peu béate va se changer en une poursuite active. Sans rejeter la politique où notre influence se traduira, en définitive, nous sentons qu'il y a quelque chose de changé, que d'autres voies sollicitent nos pas, qu'un travail de préparation doit s'effectuer en nous, que la nation doit se pétrir elle-même de toutes ses souffrances affinées, grandies jusqu'à valoir un enseignement. Heureuse transformation qui nous fait accepter désormais comme une formule cette phrase du philosophe Boutroux : « Rien de grand ne dure de soi; et la conservation de la puissance, de la foi et de l'amour implique, au fond de nos âmes, une continuelle

création. » Ces mots furent tracés au sein de la guerre actuelle, malgré la mort qui s'amoncelle. Le moment est venu d'énoncer une doctrine et de l'appliquer scientifiquement. Ceux-là qui portent des responsabilités le feront sans doute. Ce sera le rôle de la génération qui vient. Puisse-t-elle le remplir avec un esprit large et sûr, le seul qui convienne aux gestes décisifs.

Sous l'éclair du danger nous avons apprécié les avantages de la solidarité et de la préservation de toutes les valeurs nationales. Nous avons avancé vers plus de cohésion; vers l'union des pensées et des actes, sans laquelle nul effort ne peut rendre la plénitude de ses effets. Cette unité de sentiment n'est pas totalement accomplie. Nous avons encore à extirper, nous avons encore à apprendre avant que d'y atteindre. Mais il reste qu'elle nous paraît nécessaire; et cela seul est immense. Nous avons vu ce que l'unité d'action peut produire chez d'autres peuples qui l'ont baptisée sacrée. Le temps nous la fera rechercher de plus près. De mesquines jalousies, de trop hâtifs jugements, de malsaines ambitions disparaîtront lorsque nous aurons soumis le bien de tous à une discipline sociale. Béni sera le jour où nous mettrons la totalité de nos énergies au service de l'avenir.

* * *

Le nombre

Quelle va être notre première préoccupation ? Ou, si l'on préfère ce langage, quel article inscrirons-nous, suivant un ordre logique, en tête du programme de réorganisation que nous nous tracerons à l'exemple des nations belligérantes qui, atteintes dans leur territoire et dans l'ensemble de leurs activités, songent déjà à réparer les pertes que la guerre accumule, à susciter les initiatives dont la tourmente a montré l'efficacité ? Être, vivre et durer demeure la suprême tâche. Le nombre est la grande puissance fondamentale. Non pas pour ce qu'il représente en soi, puisque, sans la culture, il n'est qu'un groupement aveugle; mais pour ce qu'il peut devenir. Tous les problèmes qui touchent à la race, à sa fécondité, à sa survivance,

doivent d'abord nous retenir. Or, si nous dénombrons nos effectifs, ils nous apparaissent imposants mais aussi sourdement menacés. De les savoir ainsi provoquera chez nous tous le désir de les sauvegarder, de les conserver en les améliorant. Aux tentatives adverses, nous opposerons ce que nous possédons de plus invincible : le lien vivant. Notre nombre même — plus de deux millions — ne nous fut-il pas, dans le désarroi de l'attaque, une certitude de triomphe? Nous nous sommes comptés; et nous avons compris que nous portions en nous-mêmes une irréductible résistance.

Il y a quelque temps un conférencier de renom traitait de la Revanche des Berceaux. A ce beau titre de drame historique nous voudrions joindre celui-ci : la Veillée des Berceaux. Naître ne suffit pas : *il faut vivre.* La race subsiste dans le temps par toute la générosité de la vie, de la vie saine et ardente; par le silencieux travail de la sève vers les tiges. La race, écrit le docteur Chauffard, c'est, avec « la notion de nos origines lointaines, la transmission héréditaire du sang qui coule dans nos veines ». Le *Baby Welfare Committee* a mis dans sa devise quelque chose d'approchant : *It is not the babies born but the babies saved that count.* C'est absolument cela encore que ce soit tout à fait le contraire, comme aimait à répéter Émile Faguet. Il convient de rappeler, car ces choses peuvent s'oublier, que pour sauver les enfants il est assez important que les enfants prennent la peine de naître. C'est tout comme. Corrigeons la formule : *It is the babies born and saved that count.* A ce tout petit point près, nous sommes d'accord. Cette phrase, si elle manifeste au premier abord un peu de naïveté, a tout de même le mérite de poser la question : c'est l'enfant vivant qui compte. Retenons cela : c'est une vérité élémentaire à redire, à répandre.[1]

Comment grandit le nombre? Par l'apport de l'immigration, dont nous n'avons pas à nous occuper pour le moment et qui pose en réflexe le troublant problème de

[1] *La Guerre et la santé de la Race;* — Cf. *La Guerre et la Vie de demain*, 1er vol.

l'assimilation des groupes d'origine étrangère, et par l'accroissement naturel, par les naissances. La population canadienne-française s'est accrue dans une progression continue et sensible. La statistique officielle des États du monde entier nous assigne, de ce chef, une place enviable. Attribuable à plusieurs causes, cette augmentation prenait un peu partout la valeur d'un argument; et les représentants des nations plus avancées, plus vieilles et plus ramassées, citaient volontiers notre peuple jeune, exemple frappant d'une vitalité conservée au contact des terres neuves, devant de vastes horizons.[1] Attirée par l'aventure, notre population a franchi nos frontières immédiates. Chaque recensement nous indique d'importantes pénétrations de notre race dans des provinces que nous devons continuer d'appeler sœurs, quand ce ne serait que par un euphémisme juridique; et plusieurs anglo-canadiens ont accueilli ces migrations avec faveur.[2] Du vieux foyer d'origine, Québec, des hommes ont ainsi porté au loin nos qualités ethniques, leur caractère paisible et droit, leur tenace amour du sol, leur cœur ardent à la besogne, leur intelligence native, faite de bon sens, de goguenardise et de prudence, habile et précieuse conseillère. Un prince venu chez nous depuis les vallons de sa Lorraine, M. de Beauvau-Craon, a retracé, il y a peu d'années, ces influences éparses qui contrepèsent heureusement les manifestations de l'américanisme hâbleur où tant de nos villes ont sombré.[3]

Il y a pourtant une ombre à cette prospérité. La progression, importante à la naissance, est presque aussitôt réduite. Nos petits meurent en grand nombre,

[1] Voir le compte-rendu de la réunion annuelle de la Société d'Économie sociale de Paris (*Réforme Sociale*, 1908); et un article de M. Alfred de Foville paru dans la *Revue hebdomadaire* (Enquête sur la population). Dans son *Traité théorique et pratique d'Économie politique*, M. Paul Leroy-Beaulieu ne parle qu'une seule fois des Canadiens français et c'est précisément pour rappeler leur « pullulement ».

[2] Errol Bouchette : *L'Indépendance économique du Canada français.*

[3] *La Survivance française au Canada.*

« comme des mouches » dit la langue populaire. C'est une pitié. La première exposition tenue dans notre ville par la Société pour le bien-être de l'enfance a révélé au grand public un état déplorable en affichant des chiffres dont nous n'avions pas à nous glorifier. Nous n'étions dépassés, dans la course vers la mort, que par une ville de l'Inde, et, quelque idée que l'on se fasse de la civilisation hindoue, d'en être ainsi rapprochés et pour un pareil motif ne constitue pas un signe évident de supériorité. Nous voilà au centre de la question. Il y a mieux que la seule multiplication des forces initiales. Au principe que nous avons jusqu'ici respecté et mis en admirable pratique s'en ajoute un autre, impératif comme un commandement social, auquel nous n'avons pas le droit de nous dérober : il faut sauvegarder les forces acquises. Voilà la résolution d'aujourd'hui, sûr gage de notre avenir : *moins de cercueils, des berceaux !* Pourquoi perdrions-nous nos réserves quand nous voyons les généraux d'armée être si parcimonieux, si jaloux des leurs ? Si l'homme a une valeur appréciable en argent sonnant et si, en l'appréciant ainsi, nous ne diminuons pas son autre valeur, bien plus solide, sa valeur morale, disons, en appliquant à ces morts la méthode statistique du professeur Irving Fisher que nous perdons, chaque année, des millions de dollars.[1] Sommes-nous déjà si riches que nous puissions ainsi jeter notre or ? Nous nous plaignons de n'avoir pas de capital; et ce capital humain, cet élément de production qui assure la création du capital-espèces, nous échappe par notre faute ! Mais qui parle d'or ? Il s'agit d'hommes; il s'agit des nôtres. Faut-il citer, pour nous décider, l'exemple de l'Australie régénérée ? En Angleterre, où l'empirisme a régné si longtemps, on perçoit aujourd'hui la formation d'une conscience nationale suscitatrice d'œuvres sociales dont les plus fécondes auront pour objet de refaire la race. Aux États-Unis, pays nouveau déjà avare de ses

[1] Le docteur J.-E. Laberge estime que nous perdons, en hommes, une valeur de plus de deux millions de dollars annuellement. (*Compte-rendu de la première Conférence des Gouttes de lait*, 1913); — exactement 2,210,000 dollars en 1912.

enfants, la mortalité des petits est terrassée, presque vaincue. En France, quand le canon tonne, la reconstruction passionne les esprits et l'on se préoccupe de ceux qui naîtront pour leur conserver la vie et les garder pieusement à la Patrie. Les initiatives abondent. Elles réussissent. « Jamais, s'écrie le professeur Pinard, on ne vit à Paris autant d'enfants aussi beaux qu'aujourd'hui; et cela parce que jamais ils n'ont été aussi protégés. [1] » Et nous ? Nous qui n'avons pas subi toute la sublime torture de la France; nous qui avons besoin de nos forces, de notre chair; nous qui n'avons toujours eu que l'espoir de vivre, de vivre quand même, de vivre en dépit de tout, que faisons-nous ?

Mais voyons de plus près la situation, afin que chacun s'en pénètre et en fasse le sujet d'une fervente méditation, le point de départ d'une action immédiate et résolue.

Les effectifs

On s'intéresse plutôt peu aux chiffres officiels; et la statistique a mauvaise presse dans les salons et ailleurs. C'est une chose si aride ! Qui donc se préoccupe de savoir ce que nous gagnons en enfants chaque année ? Eh bien, la vie nous apporte plus de deux corps d'armée. Il est né, en 1915, dans la seule province de Québec, 83,274 petits Canadiens, dont 6,587 protestants [2] : c'est, — qu'elle me pardonne ! — plus que la population de la ville de Québec en 1911. Une ville en un an, n'est-ce pas un apport appréciable ? C'est là un chiffre absolu, résultat de l'addition des naissances. Pour faciliter les comparaisons avec d'autres pays, les statisticiens établissent ce qu'on appelle un coefficient en calculant le « taux de la natalité », la proportion des naissances pour dix mille ou mille habitants. Nous savons ainsi qu'il est né, en 1915, 379 enfants pour dix mille habitants, soit 37.9 pour mille

[1] *La Guerre et la défense de l'Enfant.* Cf. *La Guerre et la Vie de demain,* 1er vol.

[2] *Annuaire statistique de la province de Québec;* et *Vingt-deuxième rapport du Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec* (1916).

ou, si l'on y tient, 3.79 pour cent. C'est un joli taux d'intérêt, et qui conduira à quelques solides millions dans une centaine d'années. Malgré la guerre nos naissances ont augmenté : en 1914 elles ne dépassaient guère le chiffre de 80,000, atteignant exactement 80,361. De ce côté, sauf certaines réserves, tout est donc pour le mieux. D'ailleurs, ces chiffres n'expriment pas toute la vérité. M. J.-W. Bonnier, compilateur de la statistique du Conseil supérieur d'hygiène, écrit : « Nos statistiques sont incomplètes; car, malgré nos efforts réitérés, nous n'avons pu recevoir, en 1915, aucun rapport sur les décès d'une population se chiffrant à 34,009, tandis que celle qui n'a fait aucun rapport sur les naissances et les mariages se monte à 12,700. » N'est-ce pas malheureux? Tout devrait être tenté pour que le public soit renseigné. Les chiffres des naissances sont faciles à recueillir; et l'on ne voit pas bien pourquoi l'on se permettrait de ne pas les communiquer aux autorités. Comment obtiendrons-nous, en pareil cas, des données suffisamment sûres touchant la démographie d'un pays? Il est déjà ennuyeux que, faute de relevés uniformes, les statistiques sur la natalité, la nuptialité et la mortalité soient si déplorablement pauvres en ce qui concerne tout le Canada. De plus, le coefficient que nous venons de mentionner, soit 37.9 pour mille, n'est pas rigoureux pour ce qui est des Canadiens français. La statistique joue de ces tours; et la méthode qu'elle constitue n'a de réelle valeur que si on sait l'interpréter. Il est connu que certains éléments de notre population amoindrissent le taux de la natalité. L'habile directeur de l'Office de la statistique de Québec, M. Marquis, a eu la bonne idée de grouper quarante comtés dont la population est surtout canadienne-française. Ces comtés marquent une progression annuelle de 41.9 pour mille :[1] voilà le véritable pas de notre marche en avant.

[1] *Annuaire statistique de la province de Québec.* Le taux de la natalité a atteint 58.7 pour mille dans le comté de Matane et 69.24 à Chicoutimi. (*Le Devoir*, 27 février 1918, un article de Louis Dupire : *Le problème de la natalité.*) — M. Leroy-Beaulieu publie, dans son ouvrage intitulé *La Question de la Population*, un tableau

A vrai dire, nous allions un peu plus vite au XVIIIème siècle : nos pères plaçaient le capital humain à plus de six et demi pour cent ![1] Les villes, où les origines sont plus mêlées et où les causes de fléchissement s'accusent plus nettement, abaissent encore la proportion. A Montréal, où le nombre des naissances a diminué depuis la guerre,[2] — passant de 21,386, en 1914, à 20,692, en 1915, et à 19,759, en 1916, — le taux de la natalité est de 34.4 pour mille (1916), alors que, pendant la décade 1906-1915, il a atteint en moyenne 37.9 pour mille. Il reste d'ailleurs supérieur au taux des grandes villes d'Angleterre, de France, des États-Unis et du Canada, du moins pour l'année 1916. Mais ne retenons de tout ceci que le chiffre des naissances de la province : 83,274. Voilà ce dont nous avons surtout besoin pour les fins de la discussion. C'est le gain vivant.

Le travail de la mort

Nous n'avons calculé que la vie; il reste à retracer l'inévitable travail de la mort. En effet, l'augmentation réelle de la population est faite de vie et de mort : elle se traduit en définitive par une différence qui, pour être heureuse, doit pencher du côté des naissances. C'est la condition du progrès. S'il en était autrement, si les décès —

où le rapport des naissances par mille habitants est établi pour les principaux pays depuis 1874 jusqu'à 1910. Seule la Roumanie atteint, pendant la période 1908-1910, une moyenne de 40.8 par mille.

[1] Le docteur J.-W. Bonnier, appliquant une méthode qu'il avait déjà indiquée dans une communication sur la statistique des naissances (conférence des Gouttes de lait, tenue à Montréal, en 1913), a calculé, pour les grands pays du monde et en tablant sur des données un peu anciennes, le taux de la natalité par mille femmes mariées âgées de quinze à cinquante ans : pour la province de Québec, ce taux était de 316 en 1911 ! (*Rapport du Conseil supérieur d'hygiène,* 1916, p. 134).

[2] La statistique que vient de publier le gouvernement de la province d'Ontario indique une diminution des naissances à partir de l'année 1915 et une augmentation du nombre des décès, au moins pour l'année 1916. (Cf. la *Gazette* des 20 juillet et 8 août 1918).

ce qui est arrivé ailleurs — l'emportaient sur les naissances, ce serait la régression et, à plus ou moins longue échéance, une menace de disparition totale. La statistique provinciale a enregistré, en 1915, 35,933 décès, soit 166 pour dix mille ou 16.6 pour mille.[1] Voilà le chiffre à rapprocher du premier : celui qui fait juger de la vitalité d'une race. Si l'on soustrait 35,933 de 83,274 il reste un excédent de 47,341 qui paraît excellent. Nous pouvons, dès lors, en comparant le taux de la natalité et celui de la mortalité, qui sont respectivement pour 1915 de 37.9 et de 16.6 pour mille, obtenir le taux d'accroissement de la population : 21.3 pour mille, ou, car cette expression est plus familière, 2.13 pour cent, qui est le taux d'intérêt inscrit chaque année au carnet de banque de la nation. Pour que l'on se rende mieux compte de ces calculs, nous avons réuni en un seul tableau les chiffres absolus et les chiffres relatifs qui expriment, pour une période de dix années, la progression de la population de la province :

ACCROISSEMENT DE LA POPULATION DE LA PROVINCE DE QUÉBEC[2]

Années	Naissances	Décès	Excédent des naissances	Taux de la natalité par 1000	Taux de la mortalité par 1000	Taux d'accroissement par 1000
1906	61,574	29,969	31,605	36.9	19.0	17.8
1907	58,466	29,007	29,459	35.8	18.0	17.7
1908	64,914	34,247	30,667	35.8	19.0	16.7
1909	71,078	33,231	37,847	36.3	19.4	16.9
1910	73,824	35,183	38,641	39.3	18.9	20.4
1911	74,475	35,904	38,571	38.1	18.3	19.8
1912	76,647	32,980	43,667	37.5	16.2	21.3
1913	79,089	36,200	42,889	37.7	17.3	20.3
1914	80,361	36,002	44,359	36.1	16.2	19.9
1915	83,274	35,933	47,341	37.9	16.6	21.3

Il y a encore quelques corrections à apporter. La situation est autre suivant que l'on considère la population

[1] *Annuaire statistique de la province de Québec.*

[2] *Rapport du Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec*, pp. 130 et 132.

urbaine ou la population rurale. A Montréal, par exemple, il y a eu, en 1915, 10,053 décès, soit un taux de mortalité de 17.9 pour mille,[1] et, comme on le sait déjà, 20,692 naissances, ou 36,9 pour mille; ce qui donne, en fin de compte, une augmentation absolue de 10,637 et un taux d'accroissement de 19.0 pour mille. Les villes sont plus malsaines : elles tuent davantage. Pour nous en convaincre et juger du même coup de l'augmentation de la population non seulement de la province mais de la population d'origine canadienne-française, relevons les taux de la natalité et de la mortalité que la statistique officielle a calculés pour les quarante comtés où les nôtres forment la presque totalité des habitants : nous trouvons une natalité moyenne de 41.9 pour mille et une mortalité de 16.2 pour mille, ce qui fait un accroissement de 25.6 *pour mille.* Nous accepterions plutôt ce chiffre qui nous paraît indiquer, d'aussi près que possible, le développement normal de notre population *à nous.* Ce taux d'accroissement est plus élevé, plus élevé du double, que celui de la province d'Ontario, plus élevé que ceux de toutes les autres provinces du Canada, et que ceux de l'Angleterre, de l'Écosse, de l'Irlande, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Jamaïque, de la France, de l'Allemagne, de la Russie d'Europe, de la Belgique, de l'Italie, de l'Autriche, de la Roumanie, de la Serbie.[2]

L'atteinte du mal

Tout cela n'est-il pas réconfortant ? Il nous semble bien, à soupeser ces chiffres et à tenter ces comparaisons,

[1] Il est bon de remarquer que le nombre des décès peut s'accroître d'une année à l'autre et que le taux de la mortalité peut n'en être pas modifié ou même indiquer un fléchissement. Cela est dû à l'augmentation générale de la population, un des termes de la comparaison. Ainsi on a enregistré, à Montréal, en 1916, 140 décès de plus qu'en 1915; et, en raison d'un chiffre de population plus considérable, le taux de la mortalité est descendu de 17.9 à 17.5, ou, plus exactement, de 17.95 à 17.73. (*Rapport du Bureau municipal d'hygiène et de statistique*, 1917, p. 32).

[2] Cf. *Annuaire statistique de la province de Québec;* et Paul Leroy-Beaulieu, *La Question de la Population*, pp. 274 et s.

que nous justifions ce qu'on a dit de nous et ce que nous pensons de nous-mêmes : notre race est prolifique, une des plus prolifiques qui soient. Pourquoi dès lors s'inquiéter ? Parce que *nous mourons trop.* L'impôt de la mort, plus de trente-cinq mille vies humaines chaque année, est trop lourd, trop coûteux. Nous avons les deux palmes : celle de la vie et celle de la mort. Le chiffre de la mortalité est plus élevé chez nous que dans les autres provinces. Cela peut entraîner des conséquences graves et, notamment, la réduction de notre taux d'accroissement. A ce régime, nous risquons de reculer au lieu d'avancer, au moins comparativement. On le comprendra facilement si l'on se rappelle que l'avance résulte, en dernier ressort, du triomphe de la vie sur la mort. En vain une nation procréerait-elle des milliers d'êtres : elle n'a rien fait pour survivre si elle n'a pas, du même soin jaloux, éloigné les atteintes de la maladie, retardé l'emprise de la mort. Et si cela est vrai des maladies qui sont de grandes tueuses d'hommes, comme la typhoïde et la tuberculose, cela est encore plus vrai des maladies qui, par une traîtrise plus cruelle, étouffent l'enfant au berceau et tarissent la vie à sa source même.

La mort fait une large moisson d'enfants. Il y a bien longtemps que les médecins et les spécialistes lamentent cette misère. En 1915, 12,775 petits sont disparus avant d'avoir atteint leur première année, eux qui venaient nous aider. Nous biffons ainsi de la carte de la province une ville française de l'importance de Saint-Hyacinthe. Et si, après cela, nous en prenons notre parti, à notre guise ! Les chiffres n'ont pas beaucoup varié depuis 1910. Les voici : en 1910, 12,883; en 1911, 13,780; en 1912, 12,353; en 1913, 13,295; en 1914, 12,969; en 1915, 12,775.[1] Six années et plus de soixante dix-huit mille morts chez les enfants de moins d'un an : voilà un des articles du passif de notre race. Est-ce assez ? De 1910 à 1918, *cent mille enfants :* exactement ce que réclame de notre population la loi imposant le service obligatoire. Le chiffre de 1915,

[1] Les chiffres pour l'année 1916 ne sont pas encore officiellement publiés.

soit 12,775 correspond à celui de 153 pour mille naissances. Cela veut dire que sur mille naissances cent cinquante trois nous sont ravies tout aussitôt.[1] Dans les villes, comme on doit s'y attendre, le mal est encore plus profond : à Montréal, en 1916, 185 pour mille[2], aux Trois-Rivières 194, à Québec 270 ! L'incendie du couvent des Sœurs Grises est, dans son funeste résultat, répété 241 fois. Quel serrement de cœur, ce soir-là, de savoir tant de petits menacés par les flammes. Et pourtant, la mort en fait bien d'autres en une seule semaine.[3] Nous n'y prenons pas garde. Nous sommes habitués à un spectacle qui ne nous touche plus, comme, pendant cette guerre, la catastrophe cent fois recommencée du *Titanic* nous laisse sans effroi. Récemment une revue américaine, le *Literary Digest*,[4] posait ce problème : quelles sont les chances de vie d'un soldat entrant dans la tranchée et d'un enfant venant au monde au même moment ? Le soldat a sept fois plus de chances de triompher du danger. Voilà pour les États-Unis. Pour Montréal, ce chiffre serait porté à neuf et pour Québec il serait presque doublé.

Il y a plus encore : cette calamité atteint surtout, et à des époques régulières, les Canadiens français. On croit parfois le contraire. Erreur ! Sans doute, dans les grandes villes, les Anglo-Canadiens et les étrangers portent leur part du fardeau. A Montréal, sur 2,046 enfants morts de diarrhée et d'entérite avant leur deuxième année, 1,338 étaient Canadiens français, 578 Canadiens anglais, 130 d'autre origine; à Québec, sur 496 enfants atteints fatalement des mêmes maladies, 481 étaient Canadiens français, 10 Canadiens anglais, 5 seulement

[1] Les décès chez les enfants âgés de 1 à 5 ans sont beaucoup moins fréquents : 4,164 en 1910; 3,968 en 1911; 2,957 en 1912; 2,957 en 1913; 3,549 en 1914; 3,741 en 1915.

[2] 177.3, en 1917 (docteur Boucher, le *Devoir* du 30 juillet 1918)

[3] Pendant les semaines des 22 et 27 juillet, il est mort, à Montréal, 226 enfants âgés de moins de cinq ans.

[4] 5 janvier 1918 : « 14 *babies in every* 100 *die in their first year*, 2 *soldiers in every* 100 *are killed per year in war*. »

d'autre nationalité.[1] Celà répond à ceux qui haussent les épaules et chargent l'immigration de tout le mal, opinant avec une ignorance désinvolte que ce sont les enfants des autres qui meurent. Regardons mieux. Dans nos campagnes, les petits morts sont presque tous des nôtres. Sur soixante-quatre comtés ruraux, quarante-deux, y compris ceux de Brôme, de Compton, de Dorchester et de Drummond où les morts sont tous tirés de notre nation; et, pour les vingt-deux autres, où grandissent des villes assez populeuses, à peine quelques décès chez les Anglo-Canadiens et les étrangers : un, parfois deux, rarement quatre, sept dans un seul cas. Certes, cela s'explique. La population canadienne-française est la plus considérable, et la plus féconde. Cela n'empêche pas que la réalité demeure, inexorable, et qu'il serait criminel de la voiler. D'autant plus que cette infériorité pourrait devenir désastreuse. En veut-on une preuve? Elle est dans une étude que vient de reproduire le *Standard*, où le docteur P.-H. Bryce démontre que les provinces anglaises n'ont pas tant à craindre la progression numérique de notre population, ce « pullulement » pour reprendre l'expression de Paul Leroy-Beaulieu, parce que la menace d'une invasion canadienne-française est singulièrement amoindrie par les pertes que nous subissons. On en vient à la même conclusion si l'on rapproche les taux d'accroissement des populations des grandes villes du Canada. Avec une natalité moindre, les villes anglaises progressent davantage en nombre grâce à la réduction du coefficient de la mortalité. Qu'on en juge :[2]

[1] En 1915 — A Trois-Rivières, sur 103 enfants âgés de moins de deux ans, morts de la diarrhée ou de l'entérite, 102 étaient Canadiens français et un seul Canadien anglais. Sur 14 petites villes, dix n'ont enregistré de décès que chez les nôtres. (*Rapport du Conseil supérieur d'hygiène*, 1916).

[2] *Rapport du Bureau municipal d'hygiène et de statistique*, 1917.

TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION POUR LES PRINCIPALES VILLES DU CANADA

Villes	Natalité (par 1000)	Mortalité (par 1000)	Taux d'accroissement (par 1000)
Québec..........	33.5	20.6	12.9
Winnipeg.......	29.9	10.4	19.5
Edmonton......	32.9	9.3	23.6
Calgary.........	31.6	8.7	22.9
Vancouver......	27.3	11.2	16.1
Toronto.........	26.6	12.6	14.0
Montréal........	34.4	17.4	16.7

Québec, avec une superbe natalité de 33.5 pour mille, ne s'accroît qu'en raison de 12.9 pour mille, soit 1.2 pour cent, à cause d'un coefficient de la mortalité extrêmement lourd, et subit tour à tour les victoires de Winnipeg, d'Edmonton, de Calgary, de Vancouver et de Toronto. Montréal, avec un taux de la natalité plus élevé, en 1916, que celui de Québec, est brutalement relégué au quatrième rang par le coefficient de la mortalité. C'est un jeu dangereux; ou, si l'on préfère, une reculade inutile et qui brise une de nos grandes illusions, la conquête par le nombre qui nous semblait indéniable.

Commencement de guérison

La démonstration est faite. N'exagérons rien cependant : il y a progrès, un progrès sérieux et constant. Nous marchons dans la bonne voie; et c'est une joie sensible, une émouvante consolation que de le constater. Le taux de notre mortalité, encore beaucoup trop fort, s'est peu à peu abaissé. Heureuse régression vers le mieux; car, ici, la proportion progresse en diminuant. Le coefficient de la mortalité infantile qui était, pour la province de Québec, de 209 pour mille en 1915, est descendu à 153 pour mille en 1918 : voilà 56 bons points à donner à nos hygiénistes et à nos œuvres sociales. A Montréal, le travail a été plus vigoureux encore; et la lutte paraît résolument engagée. Nous ne résistons pas au plaisir, — car c'en est un vrai-

ment, quoique d'une espèce un peu particulière, — de citer les chiffres qui marquent cette ascension vers plus de vie :[1]

STATISTIQUE DE LA MORTALITÉ INFANTILE (MONTRÉAL)

Années	Naissances	Décès de 0 à 1 an	Proportion pour 1,000 naissances
1906	19,094	3,549	271.0
1907	13,230	3,581	270.2
1908	14,606	3,787	259.6
1909	14,678	3,845	261.9
1910	16,616	4,104	247.0
1911	17,637	4,278	242.6
1912	19,107	3,978	208.2
1913	20,490	4,412	215.2
1914	20,386	4,201	196.4
1915	20,693	3,779	182.6
1916	19,759	3,672	185.8
1917	......	.....	177.3

De 271 à 177, cela fait 94 points ! Et, remarque avec pleine raison le docteur Boucher,[2] nous avons pendant cette période ajouté à notre ville : Maisonneuve, Cartierville et le Sault-au-Récollet; quand, pour la ville de Maisonneuve, les décès survenus chez les enfants âgés de moins de deux ans et par suite d'une seule maladie, la diarrhée, étaient de 101 en 1915. Comme tous les succès, celui-ci doit être un encouragement et non pas une invitation au repos. Nous ne sommes pas encore devenus des rentiers. La plaie subsiste : elle se cicatrise seulement. Poursuivons nos efforts, pour toutes les raisons humaines et nationales que nous en avons. Les autres nous donnent l'exemple d'une vigilance active. Le coefficient de la

[1] *Rapport du Bureau municipal d'hygiène et de statistique.* La mortalité infantile est plus considérable là où les naissances sont plus nombreuses; ce qui ne veut pas dire qu'il en doive être ainsi nécessairement.

[2] Cf. la *Gazette* du 24 juillet 1918.

mortalité infantile est de 163 pour mille aux États-Unis,[1] où 300,000 enfants meurent encore chaque année, de 175 à la Jamaïque, de 180 en Autriche, de 186 en Roumanie. Mais d'autres villes nous devancent : Vancouver, 61.7; Calgary, 77; Londres, 91.4; New-York, 93.1;[2] Philadelphie et Edmonton, 100; Boston, 104; Toronto, 107.9; Winnipeg, 117. Nous l'emportons sur Ottawa (222.8), et c'est une mince fiche de consolation si la mortalité infantile y atteint surtout les nôtres. Il y a donc encore à faire. Un jour viendra où le taux de la mortalité n'atteindra que 50 ou même 30 pour 1,000. Nous pourrons alors nous rendre témoignage.

A qui devons-nous ce commencement de guérison? A ceux que les Anglais appellent un peu durement des *social workers*. Leur dévouement infatigable et modeste s'est ému du mal dont nous souffrons, et s'est employé à en découvrir les causes afin de panser la blessure par où le plus pur de notre sang s'écoule.

Les causes

Les causes sont nombreuses. Les complexités de la vie sociale interdisent de les réduire à une ou deux. Le progrès économique ne va pas sans de terribles rançons; et ce n'est qu'après une assez longue période qu'il peut adoucir les souffrances qu'il a d'abord suscitées. L'industrialisme moderne, issu de la collaboration gigantesque du capital accumulé et des forces de travail multipliées, a eu sur les collectivités des répercussions aiguës et souvent néfastes. Les villes ont grandi auprès des usines, les villes tentaculaires du pauvre et grand Verhaeren. Elles ont attiré vers elles, vers les reflets qu'elles agitent le soir sur

[1] D'après le docteur W.-A.-L. Styles, le coefficient de la mortalité infantile serait, pour les États-Unis, de 100 pour mille (*Infantile mortality in Montreal*). *L'Annuaire statistique de la province de Québec* donne 163 pour mille.

[2] Progrès remarquable, car le coefficient pour New-York était de 288.9, en 1880, et de 109.6 en 1912; et cela est à l'honneur des méthodes américaines.

l'horizon, les affamés, les humbles, les travailleurs, les cupides, tous ceux qui sont tourmentés par l'espoir de vivre mieux, d'atteindre à plus loin. Dans les centres où la population regorge se sont pressés de misérables taudis sans air et sans soleil. Le logement est souvent meurtrier. Il accumule autour de l'enfant sans défense toute la virulence des germes de mort. Des quartiers contaminés la contagion se répand vite sur les milieux plus riches, par une loi de solidarité qui se moque des différences de fortune et qui ne distingue pas les berceaux. Comment ce régime de vie intense, dont l'homme ressent d'ailleurs tant d'orgueil, n'affaiblirait-il pas la race ? Le mépris de l'hygiène, les habitudes mauvaises, l'alcoolisme, les maladies chroniques et rongeuses, le travail excessif et exténuant qui a conduit les femmes aux portes des fabriques : autant d'ennemis atteignant, en fin de lutte, l'enfant, l'héritier, qui reçoit avec la vie tous ces signes de dégénérescence, touché souvent dès le sein de sa mère. Dans les villes encore, et à la campagne où pourtant le soleil abonde et vivifie, l'ignorance sème de stupides ravages. Les petits meurent surtout *parce qu'on ne sait pas.* Tous les médecins sont d'accord sur cette stupéfiante constatation; tous reprendraient la formule du docteur Séverin Lachapelle, ce qui tue c'est « le manque de connaissance. »[1] Ignorance sans malice, évidemment, car elle ne serait déjà plus de l'ignorance, d'où l'amour n'est pas banni et où il entre une pleine dose de préjugés. Nos pères ont fait de même et ils ne s'en portaient pas plus mal. Qui donc n'a pas entendu cette réplique du bon vieux temps ? Et si l'enfant meurt, la voisine lui ferme les yeux en murmurant dans toute la naïveté de sa foi paysanne : C'est un ange de plus. A-t-on l'assurance que ce soit un diable de moins ? Mais non, c'est cinq, six, sept anges de moins. Le berceau, c'est la vie, la vie qui se transmet, qui poursuit sa tâche, qui rayonne, qui résiste, qui triomphe. L'enfant grandit. Il devient une valeur. Demain, il sera un producteur. Au point de vue social, il fondera

[1] Première conférence des Gouttes de lait, tenue à Montréal, en 1913 (*Compte rendu sténographié.*)

à son tour une famille. Au point de vue national, il sera une force de plus dont l'épanouissement amènera une résistance nouvelle. L'enfant, mais la nation en est faite ! Et c'est encore un bien si la négligence coupable, ou simplement distraite à cause d'une grande famille à élever, ne vient pas s'ajouter à l'ignorance [1] : négligence des individus, négligence affairée de ceux qui gouvernent, qui sacrifient à d'autres soucis le soin de la santé de la race et qui, en définitive, ont peut-être la même excuse de ne savoir pas mieux.

Et nous croyons que c'est l'ignorance assez souvent qui se cache derrière les anathèmes que l'on a lancés au lait, qu'un médecin appelle avec raison « le bouc émissaire ». Certes, le lait fait des milliers de victimes. Il est la première cause par rang d'efficacité, « la plus brutale et la plus certaine » dit le docteur J. Gauvreau. [2] La grande maladie qui abat les petits c'est la diarrhée, à laquelle on accolle l'adjectif *infantile* pour la mieux caractériser. En 1916, 4,259 enfants de moins de deux ans sont morts, à Montréal, et, sur ce nombre, 1,894 soit 44.4 *pour cent*, ont été tués par elle. [3] Et la proportion, qui est sensiblement la même pour toute la province, [4] ne paraît pas vouloir s'abaisser, si on en croit la statistique municipale des dix dernières années:[5]

[1] « On peut affirmer, écrit le docteur A. Corsin, inspecteur régional délégué par le Conseil supérieur d'hygiène, que la négligence de recourir au médecin, le peu de souci des lois d'hygiène, les infractions souvent voulues aux principes qu'elle dicte, et les préjugés sont les principaux facteurs de la mortalité infantile ». Cité par M. Louis Dupire : *La mortalité infantile* (Le *Devoir* du 15 septembre 1916).

[2] *La Goutte de lait,* publication de l'École sociale populaire, p. 7.

[3] *Rapport du Bureau municipal d'hygiène et de statistique.*

[4] On relève, en 1915, pour toute la province, 6,104 décès attribuables à la diarrhée ou à l'entérite. Nous en avons déjà dit quelque chose.

[5] *Rapport du Bureau municipal d'hygiène et de statistique.*

NOMBRE DE DÉCÈS CAUSÉS PAR LA DIARRHÉE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE DEUX ANS (MONTRÉAL)

Années	Total des décès	Décès causés par la diarrhée	Proportion des décès causés par la diarrhée
1907	4,067	1,630	40.0
1908	4,354	1,742	40.0
1909	4,378	1,822	41.6
1910	4,887	1,958	40.0
1911	4,468	2,296	47.4
1912	4,468	2,007	44.9
1913	5,128	2,264	44.1
1914	4,801	2,176	45.3
1915	3,761	1,833	48.7
1916	4,259	1,894	44.4

Nous reproduisons intentionnellement ce tableau qui montre le point précis où doit porter notre effort. La diarrhée et la gastro-entérite sont les pourvoyeuses de la mort. Elles grossissent chaque année cette trop fameuse « procession de corbillards blancs », à laquelle chacun ne manque pas de faire allusion lorsque la chaleur de l'été accomplit son œuvre d'implacable destruction et place sous la bénédiction du prêtre, dans la chapelle du cimetière, trente petits cercueils en un seul jour, comme cela s'est vu. Nous enrayerons ce fléau avec beaucoup de persévérance. Les grandes villes des États-Unis et du Canada, qui ont eu à livrer le même combat acharné, ont fini par terrasser un adversaire qui semblait invincible. Fort à propos, notre Bureau municipal d'hygiène et de statistique rapproche de notre inquiétante situation l'exemple consolant des succès obtenus ailleurs, et jalonne le chemin que nous allons suivre à notre tour :[1]

[1] *Rapport du Bureau municipal d'hygiène et de statistique.*

PROPORTION DES DÉCÈS CAUSÉS PAR LA DIARRHÉE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE DEUX ANS. (PRINCIPALES VILLES DES ÉTATS-UNIS ET DU CANADA)

Villes	1914	1915	1916
New-York	22.2	22.9	18.6
Baltimore	24.8	25.1	27.0
Chicago	37.7	36.2	40.9
Détroit	....	24.0	22.0
Buffalo	....	27.7	28.5
Cleveland	37.2	35.9	....
Philadelphie	....	27.6	26.5
Winnipeg	33.3	25.0	....
Vancouver	16.6	12.7	10.7
Ottawa	....	26.9	25.5
Montréal	45.3	40.9	44.4

C'est donc bien le lait qu'il faut surveiller; et, par conséquent, le régime alimentaire de l'enfant. Si nous avons paru exprimer un doute à ce sujet, c'est qu'il ne nous semble pas qu'il faille attribuer au lait l'ensemble de nos malheurs. C'est si vite dit ! Personne ne s'élèvera contre une réglementation plus sévère de la distribution du lait dans nos centres importants; mais, la distribution faite, le lait reste dans les maisons où il arrive qu'il soit rendu plus nuisible encore par suite du plus impardonnable manque de précaution. Voilà ce qui est plus grave. « A part la difficulté de se procurer du lait pur et frais, écrit le docteur Joseph Gauvreau, il y a, pour les pauvres surtout, la non moins grande difficulté de le conserver tel à domicile pendant les chaleurs, et cette autre, pour les riches comme pour les pauvres, de savoir le doser convenablement pour les enfants de différents âges. »[1] On voit que le problème est plus compliqué que l'on ne croit généralement. Aurait-on d'ailleurs obtenu que la traite du lait fut faite avec plus de soins, que la distribution et la conservation du lait fussent assurées avec plus de surveil-

[1] *La Goutte de Lait.* Cf. les études des docteurs Séverin Lachapelle, Joseph Leduc et Raoul Masson. (*Compte-rendu de la première Conférence des Gouttes de lait,* 1913).

lance et d'attention, qu'il resterait encore à écarter d'autres négligences, à faire naître d'autres habitudes d'hygiène, à détruire les autres raisons de mort que nous avons signalées. Car il n'y a pas que le lait qui provoque les maladies du tube digestif, qui entraîne la gastro-entérite ou la diarrhée. Toute dérivation du régime alimentaire normal y peut conduire, comme toutes les déplorables conditions de logement où vivent nombre d'enfants, ou l'erreur de tant de mères qui, sous prétexte de calmer la douleur, abusent des sirops et endorment leurs petits pour de bon. [1]

Les remèdes

Énumérer les causes du mal n'est-ce pas en indiquer, du même coup, les remèdes? L'objet des initiatives sociales est d'amoindrir ou même de détourner les conséquences du régime économique actuel. Elles protègent l'individu et la société en atténuant les inconvénients qui résultent de l'industrialisme caractérisé par la division du travail, l'emploi des machines, la surpopulation, la production à outrance. Elles assainissent le logement, [2] multiplient les habitations des travailleurs [3] et tracent des jardins ouvriers; encouragent la pratique de l'hygiène publique en répandant les données nouvelles de l'urbanisme [4] et en réclamant de vastes espaces libres où l'air apporte son inestimable bienfait; allègent le travail de l'usine en préconisant une surveillance plus sérieuse de la part du patron et en organisant les œuvres de secours et d'assistance; combattent la propagation des maladies et déracinent les habitudes vicieuses. Tout cela n'est pas

[1] *Rapport du Bureau municipal d'hygiène et de statistique.* — Cf. la discussion récente soulevée lors du Congrès des services sanitaires tenu à Fraserville (1918).

[2] Louis Dupire : *Dis-moi où tu habites...* (Le *Devoir*, 26 juin 1918).

[3] L'abbé E.-E.-M. Gouin : *Le Logement de la Famille ouvrière,* et Léon Lorrain : *Les Habitations ouvrières* (Revue trimestrielle).

[4] *Développement urbain et rural* (Commission de Conservation, 1917).

sans avoir une heureuse répercussion sur la famille, sur l'enfant. Il convient donc, au premier chef, de mentionner ces initiatives parmi les moyens que l'on a trouvés de lutter, fût-ce indirectement, contre la mortalité infantile. Tout se tient. La moindre tentative peut avoir, en matière sociale, une importance capitale.

Les Gouttes de lait

Si toutes les œuvres peuvent aider à la préservation de l'enfance, on pense bien que la « science de la charité », suivant l'expression de M. Étienne Lamy, et que le sens social se sont unis pour créer de toutes pièces une institution dans le but de combattre le mauvais sort qui s'abat sur tant de pauvres petits. Cette institution a reçu un nom qui traduit mal son objet immédiat : la Goutte de lait. C'est en 1894 que le docteur Dufour fonda, à Fécamp, la première Goutte de lait. En 1902, un dispensaire était installé à Montréal, rue Ontario, par les soins de Madame Madeleine Huguenin et des docteurs Dubé, Boucher, Cormier et Cléroux. Il résista quelques mois et disparut. « Nous étions à bout d'argent, disait le docteur J.-E. Dubé, nous avons dû fermer nos portes. *Ce fut pour nous un gros chagrin.* » Nous n'avons jamais pu lire cette phrase, rencontrée plusieurs fois, sans un serrement de cœur. Mais quoi ? Est-elle donc si rare cette difficulté des débuts ? Une autre tentative, à laquelle participa également le docteur Boucher, n'eut pas un sort plus heureux. Il fallait attendre que le public comprît. Huit ans plus tard, le chanoine LePailleur réussit à organiser, avec le concours des médecins de sa paroisse, « une Goutte de lait durable »[1] : le dispensaire de l'Enfant-Jésus. Le mouvement était donné. Aujourd'hui, trente Gouttes de lait sont en partie subventionnées par notre Conseil municipal.

La Goutte de lait est d'abord *une école*. On l'appelle, en France, une « consultation de nourrissons ».[2] Rien

[1] Étude de M. Albert Chevalier (Première Conférence des Gouttes de lait, 1913); docteur J. Gauvreau : *La Goutte de lait.*

[2] Docteur E. Gagnon (*Compte-rendu de la première Conférence es Gouttes de lait,* 1913).

de plus juste. L'enseignement y peut être donné grâce à la généreuse collaboration des médecins, à l'appui du curé de la paroisse, aux facilités que procurent les commissions scolaires et l'administration municipale. Les mères sont les auditrices. On leur enseigne, en premier lieu, qu'elles doivent allaiter leurs enfants. Sur cette *nécessité* de l'allaitement maternel les médecins n'ont qu'une voix.[1] Retenons seulement le vœu exprimé par l'Académie de Médecine de Paris au moment de la Guerre, en août 1914, et qui revêt le caractère d'un ordre du jour : « En raison des circonstances que nous traversons, l'Académie de Médecine considère qu'il serait urgent que le Gouvernement rappelât à la population que, pour les nouveau-nés, l'allaitement maternel s'impose plus que jamais. Dans le cas où il est insuffisant, il faut, malgré tout, le continuer, en le complétant avec du lait de vache bouilli et stérilisé. Elle émet le vœu que la plus grande publicité soit donnée à cette recommandation ». On ne peut résumer mieux la plus pure doctrine. L'allaitement maternel sauve quatre-vingt-onze enfants sur cent, quand la proportion est renversée lorsque les enfants reçoivent en nourriture le lait de vache.[2] Les médecins-professeurs donnent ensuite de précieux conseils touchant le régime alimentaire des enfants au berceau et les soins à apporter à la première enfance.[3] La Goutte de lait complète son œuvre d'éducation et fait rayonner son influence en organisant des réunions, où des conférences sont prononcées, et en instituant des cours de puériculture. A cet ensei-

[1] Communications des docteurs S. Lachapelle, J. Leduc et R. Masson (*Compte-rendu de la première Conférence des Gouttes de lait,* 1913).

[2] « Sur 100 enfants nourris au biberon, 90 meurent avant d'avoir atteint l'âge de douze mois » (docteur J. Gauvreau, *La Goutte de lait,* p. 9). Le docteur W.-A.-L. Styles (*Infantile mortality in Montreal*) estime que 85 p. 100 des décès chez les enfants de 0 jour à un an se produisent chez ceux qui sont nourris au lait de vache, quand 90 p. 100 des maladies qui frappent la toute première enfance proviennent d'un mauvais régime alimentaire.

[3] Docteur Henry Bouquet : *La Puériculture sociale.* — Cf. également, du même auteur, un article paru dans la *Revue hebdomadaire* (No. 19, 1918) sous ce titre : *La Puériculture.*

gnement s'ajoute enfin la distribution du lait, d'un lait sain et frais, et des médicaments.

Les résultats sont bons. Répandues partout et fréquentées par le plus grand nombre des mères, les Gouttes de lait contribueraient puissamment à sauver la situation en réduisant l'effroyable proportion des décès dus à la diarrhée. Le premier dispensaire, celui de l'Enfant-Jésus, en fournirait au besoin une preuve convaincante. Dès le début de son fonctionnement, on constatait de réels progrès : la moyenne de la mortalité, le nombre absolu des décès chez les enfants et celui des décès causés par la gastro-entérite étaient remarquablement diminués par rapport aux six années précédentes. C'était une triple victoire sur la mort.[1] En 1913, lors de la première Conférence des Gouttes de lait, le docteur E. Gagnon citait de nouvelles statistiques plus concluantes encore et raffermissait les espoirs déjà fondés sur l'œuvre de vie. Depuis, les Gouttes de lait nous ont gardé bien des petits. On remarquera, dans le tableau qui suit, une fréquentation plus nombreuse, une augmentation sensible du nombre des consultations et des distributions de lait et, par un retour bienfaisant, une diminution notable de la mortalité chez les inscrits, par rapport à la moyenne générale qui était, en 1917, de 17.7 pour cent :

ÉTAT COMPARATIF DES OPÉRATIONS DES GOUTTES DE LAIT[2]

	1911	1912	1913	1914	1915	1916
Nombre des Gouttes de lait......	13	16	23	27	28	25
Inscriptions......	1,180	1,880	2,729	3,101	3,673	3,203
Nombre des décès	112	104	156	155	128	88
Proportion des décès (p. 100)....	9.5	5.5	6.0	5.0	3.5	3.2
Consultations....	8,955	7,282	31,789	14,129	15,516	18,389
Moyenne par enfant...........	7.6	4.1	11.6	4.5	4.2	5.7
Visites à domicile	1,118	3,875	5,966	6,459	4,653	5,933

[1] Docteur E. Gagnon (*Compte-rendu de la première Conférence des Gouttes de lait*, 1913). — Docteur J. Gauvreau, *La Goutte de lait.*

[2] *Rapport du Bureau municipal d'hygiène et de statistique.*

	1911	1912	1913	1914	1915	1916
Distributions de lait (chopines).	26,119	105,311	154,692	183,643	193,562	166,791
Recettes (dollars)........					24,254	23,707
Dépenses (dollars)........					24,579	23,137
Subvention municipale (dollars)	7,300	8,100	11,500	17,420	13,732	11,999
Moyenne par Goutte de lait (dollars).......	561.65	506.25	500.00	645.20	490.40	479.99

Pour accentuer encore ces résultats et les rendre permanents, le Bureau municipal d'hygiène et de statistique a voulu faire de la Goutte de lait un centre d'action sociale en y rattachant les Ligues des petites Mères. « La santé du bébé, écrit le rapporteur, dépend d'une multitude de petits soins qu'il ne trouve pas toujours à la maison parce que *la mère n'a pas eu l'avantage d'acquérir les connaissances nécessaires.* » L'objet des Ligues est de répandre, de « vulgariser les notions d'hygiène infantile ».[1] Elles sont dirigées par un médecin que nomme le Bureau d'hygiène. Les membres suivent une série de douze leçons où sont successivement exposées sans surcharge d'érudition, dans un langage simple et concret, les questions d'un intérêt tout pratique touchant l'hygiène de l'enfance : croissance, dentition, toilette, vêtement, thérapeutique, alimentation, régime. L'enseignement reçu est soigneusement noté. Les élèves doivent aussitôt faire profiter ceux qui les entourent des connaissances qu'elles ont acquises, et tenter de faire appliquer les principes qu'on leur a inculqués. C'est, dans sa forme la plus rudimentaire, une charmante réalisation de la devise d'une grande École : de la Science à l'Action. Le Conseil supérieur d'hygiène et le Bureau municipal publient d'ailleurs des circulaires et des brochures, qui sont distribuées partout et qui renferment des indications précises sur les soins à donner aux nouveau-nés : manuels

[1] *Ligue des petites Mères. — Règlement et programme* (brochure publiée par le Bureau d'hygiène).

très brefs,[1] qui résument l'essentiel, et que peuvent consulter les élèves.

Nous n'avons pas épuisé la liste des œuvres qui, comme le dit le poète Lozeau, montent

autour des berceaux la garde solennelle.

Il faut encore mentionner la Garderie de nourrissons, la *Day Nursery*, le *Baby Welfare Committee*, les Crèches, les hôpitaux; et joindre à cela les initiatives diverses comme celles de la Société Saint Jean-Baptiste et de la Fédération Nationale, qui ont sollicité l'opinion publique et tâché de réveiller les volontés en faisant donner des conférences, en attirant l'attention des conseillers municipaux sur le brûlant problème de la mortalité infantile, en utilisant le cinématographe comme moyen de propagande. Excellent travail, qui portera ses fruits. Depuis quelques années on attache une extrême importance à la protection de la mère, à la « puériculture avant la naissance » ou, comme s'expriment les Américains, au *prenatal work.*[2] L'industriel s'est déjà rendu compte de l'avantage qu'il peut tirer de la prévention des accidents de travail : mieux vaut écarter le mal que le guérir quand il existe déjà. De cette idée a germé une véritable campagne d'éducation qui tient dans un mot fastidieusement répété, *safety first*, que l'on a traduit par un impératif : *prenez garde !* Pourquoi ne pas accepter le même principe en matière de puériculture, comme le voulait un vieil auteur français du XVIème siècle ?[3] Les forces de la mère peuvent être épuisées, pourquoi ne pas refaire en elle la vigueur de la race ? En veut-on un éminent témoignage ? Voici ce qu'écrit le professeur Pinard : « Si l'on veut faire œuvre de protection infantile, il faut d'abord et

[1] *Hygiène de l'enfant au premier âge. — Conseils pratiques aux Consommateurs de lait.* — La *Metropolitan Life Insurance Company* remet à ses assurés une intéressante brochure : *L'Enfant.*

[2] S.-Josephine Baker : *The Division of Child Hygiene of the Department of Health of the City of New York,* (1913).

[3] A. Chinard : *L'Exotisme américain dans la Littérature française au XVIème siècle.*

ensuite et toujours protéger la mère. »[1] D'abord et ensuite, n'est-ce pas attester d'avance toute l'utilité du travail de prévention et d'assainissement que pourraient poursuivre, chez nous, les infirmières visiteuses, qu'il ne s'agit pas de substituer aux médecins et dont le premier devoir serait, au contraire, d'obtenir que l'on appelle le docteur avant qu'il soit trop tard. N'est-ce pas aussi approuver la noble tâche accomplie silencieusement par l'Assistance maternelle,[2] œuvre d'une fécondité sociale insoupçonnée, que le public commence à apprécier à son mérite, et à laquelle le Gouvernement de la province a, sur les instances d'une sympathie ardente, accordé, cette année même, une subvention ?

L'éducation nécessaire

Aide à la première enfance, pieuse sollicitude envers la mère, voilà donc deux des moyens les plus sûrs de combattre la mortalité infantile. Mais réfléchissons que le problème n'en est pas résolu pour tout cela. Il y a un principe de base que nous n'avons pas encore énoncé et dont l'efficacité se révèle à mesure que l'on avance dans l'étude de cette angoissante question de la vie de l'enfant : *il faut instruire d'abord.* La lutte ne prendra de l'ampleur que si on sait s'y préparer par une éducation appropriée. Quelle est la raison première de l'excès de notre mortalité infantile ? — L'ignorance, répondent les médecins. A cette cause il est nécessaire d'apporter un palliatif : la propagation d'une doctrine positive, énergique, de santé et de vie. Il faut désormais que l'on sache, que chacun sache. C'est à ce prix que l'on fera disparaître les négligences, coupables ou non, les écarts de régime, la résignation béate de ceux qui font comme nos pères ont fait et qui, logiques jusqu'au bout, meurent comme eux; que l'on obtiendra, d'un autre côté, une

[1] *La Guerre et la défense de l'Enfant.*

[2] Louis Dupire : *Une nécessité sociale,* (Le *Devoir,* 28 février 1918). M. Athanase David a traité cette question dans une conférence qu'il a prononcée, en mars 1918, au Monument National, et dont le *Canada* a publié le texte (*Au Service de la Race*).

alimentation rationnelle et dosée, des soins intelligents, une obéissance rigoureuse aux lois de l'hygiène. La lecture des deux brochures du docteur C.-N. Valin, *Les Avantages économiques de l'hygiène publique* et *Les Conquêtes de l'hygiène moderne*, l'étude des rapports publiés par le Conseil supérieur d'hygiène et par les Bureaux municipaux de Montréal et de Lachine convaincront les plus hésitants. L'hygiène est une promesse de survivance. Des chiffres abondants prouveraient ses hauts faits. Voici New-York : grâce à un travail effectif la mortalité infantile y a été réduite des deux tiers. Voici la Havane : la fièvre jaune et la malaria en ont été extirpées. Voici Chicago où l'impôt de la typhoïde a été abaissé de 82 à 17. Faut-il continuer ? Point n'est besoin de courir si loin. N'avons-nous pas, à Montréal, mâté la variole, enrayé la typhoïde ? « Si nous nous reportons à quarante ans en arrière, écrivait en 1916 le rapporteur du Bureau d'hygiène municipal, nous trouvons qu'alors la mortalité était de 35 pour 1,000; de sorte que, grâce à l'application des mesures d'hygiène, cette proportion a été réduite de moitié. » Alors ? Il n'y a pas deux conclusions ! *Il faut enseigner l'hygiène, et dès la petite école.* C'est un impérieux devoir. Autrement nos hygiénistes, nos médecins, nos « travailleurs sociaux », nos philanthropes s'épuiseront presque en vain; car ils ne peuvent pas atteindre toute la nation où la routine têtue est maîtresse. Autrement les œuvres les plus belles périciliteront à moitié : le public n'y viendra que lentement, faute d'être éclairé sur leurs raisons d'agir. Craindra-t-on d'alourdir l'école primaire ? — Non. L'enseignement des premiers éléments de l'hygiène n'est pas si considérable ! Un principe chaque jour, deux cents pendant l'année, et le tour est fait. Le docteur J.-E. Dubé a tracé un programme d'hygiène individuelle, domestique et sociale : il tient en vingt-cinq leçons dont trois sont consacrées à l'hygiène du nourrisson. C'est donc très peu de chose. Et puis, s'il faut en venir là, on coupera ailleurs. Place à l'essentiel ! Le docteur Thomas D. Wood, de l'Université *Columbia*, établissait, il y a quelques mois, devant

le *National Council of Education*,[1] que, sur vingt-deux millions d'enfants qui fréquentent les écoles américaines, deux cent mille sont des arriérés au point de vue intellectuel et seize millions sont des malades. Il proposait, pour corriger cet état de choses et pour préserver la santé de la race qui est bien la richesse fondamentale d'un pays, de mettre entre les mains de l'instituteur un manuel d'hygiène. Il avait raison. L'École doit servir d'abord la Nation.[2]

En faisant comprendre à tous les citoyens, dès leur bas âge, l'intérêt primordial de la conservation des forces humaines, on finira, avec le temps, par déterminer une action préventive de la part des autorités administratives qui, trop souvent, font montre d'une déplorable insouciance et d'une parcimonie injustifiée. Des municipalités inscrivent annuellement à leur budget une somme ridicule, à peine cent dollars, pour assurer le fonctionnement des services qui ont pour mission de protéger le nombre, de repousser les menaces de la maladie. Bien d'autres projets retiennent néanmoins l'attention et donnent lieu à de forts déboursés. On construit pour les vivants; et l'on s'inquiète peu des morts. Il y a même des communes où rien ne vit, si ce n'est le rentier : aucune initiative, aucun progrès, partout l'uniformité du néant. Ah ! s'il s'agissait d'une épidémie s'abattant sur le troupeau, d'un fléau menaçant la moisson, la torpeur cesserait aussitôt. On en parlerait, à la sortie de la messe. Il y aurait des réunions. On supplierait les gouvernements d'intervenir. Et des mesures radicales seraient prises pour sauver le bétail. S'agit-il même uniquement de le sauver? En ces temps difficiles, que n'a-t-on pas tenté pour promouvoir la production agricole et l'élevage des animaux de ferme? Ce ne sont qu'incitations à développer le nombre des bœufs et des moutons, et d'autres

[1] *Washington Post*, du 27 février 1918.

[2] Les médecins réunis en congrès, à Fraserville, ont admis que la question d'hygiène est d'abord une question d'éducation (Congrès des services sanitaires de la province, 1918). Ceux qui savent, et qui craignent parce qu'ils savent, ne feront pas de difficulté quand la loi commandera.

spécimens que le docteur Styles, bravant la discrétion' nomme en toutes lettres. Mais lorsqu'il est question de secourir les petits et de produire une race forte, une race d'hommes cette fois, tout s'effondre dans la plus silencieuse indifférence.[1] Le Gouvernement de la province a cependant donné l'exemple, en pleine guerre, en augmentant de vingt mille dollars les crédits affectés à l'hygiène publique. C'est un pas en avant. L'intérêt présuppose un placement de fonds, affirment les financiers. Quel intérêt vaut celui du peuple? Plaçons notre capital national et nos épargnes sur la race. A l'échéance, quelque lointaine qu'elle soit, nous toucherons sûrement; nous toucherons en hommes, et c'est de la bonne monnaie, la plus productive, la seule vraie. Et puis, si les budgets sont obérés, plaçons encore sur le nombre. Créons des contribuables, c'est le meilleur moyen d'en sortir.[2]

La responsabilité sociale

Si l'on cherche enfin la raison dernière de cet extraordinaire laisser aller, l'ultime explication de ce manque d'énergie et de cette placidité devant le danger qui envahit les nôtres et la mort qui se joue de nous, on rencontre ce que M. Émile Faguet a désigné du titre d'un de ses ouvrages : l'horreur des responsabilités, ou, si l'on préfère cet adoucissement, le défaut de sens social. Le docteur E. Gagnon à propos des Gouttes de lait,[3] le docteur C.-N. Valin à propos de l'hygiène,[4] le docteur J.-E. Dubé

[1] Les médecins ont souvent eu recours à ces comparaisons (docteurs Laberge, Corsin, Styles).

[2] Le rapporteur du Bureau municipal d'hygiène remarque (p. 50 du rapport de 1916) que les sommes mises à la disposition des médecins hygiénistes sont insuffisantes. Il y a tant d'œuvres à subventionner ! Les Gouttes de lait, par exemple, doivent demander au public un surcroît de recettes assez considérable. La *University Milk Station* dépense annuellement 4,500 dollars et le *Babies Clinic* 1,650 dollars (docteur Styles).

[3] *Compte-rendu de la première Conférence des Gouttes de lait* (1913).

[4] Ouvrages cités (1915).

à propos de la tuberculose,[1] et d'autres encore, déplorent que la leçon des faits laisse indifférents ceux que l'avenir intéresse et qui sont la majorité. Le mal est plus profond, la difficulté à surmonter est plus grave que l'on ne pense ; et le point vital n'est pas tant de refaire les forces que de convaincre les esprits. Nous n'avons pas la foi. Encore ici, il faut enseigner. L'individu, la famille, la nation doivent se soumettre à des « idées-forces ».

L'individu se doit à la société. Trop souvent nous bornons à notre intérêt personnel notre effort quotidien. Il y a les autres. L'élite reçoit de ce chef une double fonction qu'elle ne sait pas accomplir. Elle reste sourde à « l'appel du devoir social » que M. Antonio Perrault vient de sonner au milieu de nous. Nos œuvres ne sont pas encouragées par une véritable sympathie, une attention suivie et instruite, une générosité empressée. C'est peut-être que l'individualisme envahissant, la poursuite de la seule fortune, un ombrageux besoin de liberté, une sorte de paresse sociale, fille de l'autre, ont empêché de se former chez nous une conscience collective. Nous venons de voir ce que cela nous vaut. Ne comptons pas que les seuls événements sauvegarderont notre avenir. Aidons-nous. Nous n'avons d'ailleurs, pour réussir, qu'à appliquer la Doctrine qui nous fut enseignée, dont l'harmonieuse unité confond tous les hommes dans le respect de la justice et l'amour du prochain, qui prêche avant tout la responsabilité, sans rejeter pour cela, quoi qu'on en ait dit, les sollicitations du plus pur progrès.

« L'objet de l'éducation, écrit Ferdinand Brunetière, est de substituer en tout homme le pouvoir agissant des mobiles sociaux. » Le sens social se formera dès l'école, dès le collège ou le couvent.[2] Il ne s'agit plus ici de programme; et nulle crainte de surcharger les cours. Tout

[1] *Le Problème de la Tuberculose et la Classe dirigeante* (1917).

[2] Fadette : *La Canadienne* (*L'Action française,* de juillet 1918). Plusieurs couvents donnent déjà à nos jeunes filles une direction éclairée, et reconnaissent que, s'il sied de leur enseigner, par exemple, l'ornithologie, il ne faut pas oublier, comme on nous le disait un jour, qu'elles auront plus tard « d'autres oiseaux à soigner. »

doit contribuer à former un homme; tout, la religion, la philosophie, la littérature, les sciences. On peut même faire une leçon sociale à propos de mathématiques si, pour que deux et deux fassent quatre, il faut d'abord que deux et deux existent, — et c'est précisément ce que nous oublions, — ou si, pour recourir de nouveau à Ferdinand Brunetière, « on n'a pas vu d'addition qui soit diminuée par l'augmentation de l'un quelconque de ses termes, » — et c'est encore notre cas. Le difficile est de savoir faire servir tout à tout. Le sens social s'avivera sous la parole du maître et sous la caresse maternelle; il se confirmera, en quelque sorte, par une pratique quotidienne, si l'on a soin de faire comprendre par l'exemple, par des réunions scolaires, par des associations d'élèves, le bienfait de la coopération, la fécondité de la solidarité humaine. Il se développera plus tard dans une action sociale avertie si, encore à l'Université, l'étudiant déjà muni ne se désintéresse pas du sort de son voisin, s'il consent à ouvrir son âme, et si, dans les cercles d'étude ou dans les œuvres de charité, il exerce sa volonté vers le bien.[1]

Conclusion

Enseignement de l'hygiène dès l'école primaire, formation du sens social dès l'enfance, et, pourrions-nous ajouter, organisation plus méthodique de nos œuvres sociales avec le concours, plus recherché et rendu plus large, d'un secrétariat ou d'un office central, qui existe déjà sous le nom de « Société catholique de protection et de renseignements »,[2] laquelle a répandu tant de bien depuis sa fondation, voilà l'ensemble des mesures à prendre afin d'affermir ce que M. Étienne Lamy appelle « le premier des intérêts sociaux : la permanence de la race. »[3]

[1] Georges Goyau : *Le Catholicisme social,* 2ème vol.

[2] Le premier rapport annuel de cette Société a été publié en 1917.

[3] *La population,* voir les *Annales,* des 8 et 22 octobre, 5 et 19 novembre, 10 décembre 1916, 7 et 21 janvier 1917. M. Étienne Lamy a repris les mêmes idées dans la *Revue des Deux-Mondes* (1917) et dans un chapitre d'un ouvrage collectif : *La Vie catholique dans la France contemporaine.*

Toutes les initiatives durables ont d'abord germé dans le rêve obscur d'humbles ouvriers. Le temps a fait le reste; car les peuples ont pour eux le temps. Ils ont l'avenir, ayant les générations pour années. Commençons dès ce jour à bâtir demain. Préservons la vie. Quand nous aurons la vie, nous l'ornerons d'une instruction jalousement surveillée, nourrie d'un sentiment commun source d'une volonté totale. Et quand nous posséderons ainsi et la science et la vie, nous aurons la puissance et la supériorité effectives. Qu'importe si ce sont nos petits-fils qui recueillent la moisson. Nous en serons par eux, et c'est sans doute la plus noble des consolations, la plus sainte des revanches.

On nous citait, il y a peu de temps, une très belle page d'un livre qui porte pour titre des mots qui synthétisent l'effort de la France militaire pour la victoire espérée : *Vers la Voie glorieuse.* Anatole France y décrit une petite ville dont le nom n'a pas d'intérêt, qui abrite sous sa modestie les vertus, les douleurs et les joies de ses fils nombreux. Elle parle à leur cœur et ils la reconnaissent. Ils l'ont toujours aimée : aujourd'hui, ils la défendent de leur sang. Nous nous faisions, en écoutant ces mots tomber des lèvres d'un soldat de France, le capitaine Fernand Baldensperger, ces deux réflexions. Pourquoi la littérature de notre pays ne s'efforcerait-elle pas de dire avec plus d'intensité les mérites de notre petite vie, où germent les mêmes sentiments, où se guérissent, dans la douceur du foyer, les mêmes défaillances? Pourquoi aussi ne compterions-nous pas voir jaillir de cette vie intérieure, précieusement conservée par un soin de tous les instants, la vérité de ces mots prononcés par la petite ville à l'oreille de ses enfants : « Apprenez de moi cette sainte espérance qui sauve la Patrie. »

Édouard Montpetit,

Professeur à l'Université Laval.

Imprimé au DEVOIR, 43, rue Saint-Vincent, Montréal

Table des matières